



HAL
open science

Ce que nous dit la COVID-19 des injustices spatiales en Inde

Frédéric Landy, Camille Noûs

► **To cite this version:**

Frédéric Landy, Camille Noûs. Ce que nous dit la COVID-19 des injustices spatiales en Inde. Justice spatiale = Spatial justice, 2020, Varia, 15. hal-02961311

HAL Id: hal-02961311

<https://hal.science/hal-02961311>

Submitted on 18 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ce que nous dit la COVID-19 des injustices spatiales en Inde

Frédéric Landy | Camille Noûs

Courriel de contact : frederic.landy@ifpindia.org | contactjssj.org@gmail.com

Frédéric Landy, Institut Français de Pondichéry/Université Paris Nanterre-LAVUE

Camille NOÛS, laboratoire Cogitamus

RÉSUMÉ

En Inde, la COVID-19, ou plus exactement le confinement, a mis en lumière les inégalités sociales et spatiales du pays. La maladie a brutalement rendu visibles des « invisibles », en révélant l'importance de ces migrations circulatoires qui sont à la base de « l'émergence » de l'Inde. Après avoir rappelé les faits – ce confinement, tout à la fois impossible et mortel –, nous présentons les fondements à l'origine de la tragédie, en particulier la structure des migrations intérieures. L'article décrit ensuite la fermeture des frontières internes, à travers trois sujets brûlants : les trains spéciaux de migrants, la dilution du code du travail, et l'aide alimentaire. Nous testons alors ce que nous appelons « l'échelle DIDI », fondée sur un gradient Disparités<Inégalités<Domination<Injustice. Les injustices spatiales semblent moins prononcées que les injustices sociales. On termine en tentant d'expliquer pourquoi tous ces drames n'ont pas engendré d'émeutes de la faim, si peu de révoltes et aucune révolution. Le sentiment d'injustice est-il si prononcé ? Toujours est-il que la mise en visibilité a permis d'avancer vers davantage de *reconnaissance*, une composante essentielle de la justice (Fraser, 2008).

Mots-clés : Inde, justice, migrations internes, COVID-19, secteur informel.

ABSTRACT

In India, the COVID-19 epidemic, or more precisely the lockdown, has highlighted the country's social and spatial inequalities. The disease has brutally made the "invisible" visible, by revealing the scope of these circulatory migrations which are at the root of India's economic growth. After recalling the facts of this lockdown, which was both impossible to implement and deadly in its consequences, we present the foundations at the origin of the tragedy, in particular the structure of internal migrations. The article then describes the closure of internal borders, through three burning issues: special migrant trains, the dilution of the labour laws, and internal food aid. We then test what we call the "DIDI scale", based on a Disparities<Inequality<Domination<Injustice gradient. Spatial injustice seems less pronounced than social injustice. We conclude by trying to explain why all these dramas has not lead to hunger riots, so few revolts and no revolution. Is the feeling of injustice so pronounced? The fact remains that increased visibility of migrants has allowed to move towards greater recognition, an essential component of justice (Fraser, 2008).

Keywords: India, justice, internal migrations, COVID-19, informal sector.

Avertissement : Ce texte a été finalisé le 9 juillet 2020. La tragédie de la COVID-19 en Inde est donc loin d'être terminée. Le recul nécessaire à une recherche véritablement scientifique demeure fort limité. Les auteurs vivent en Inde mais ont dépendu largement des médias anglophones, pour leur information, faute de pouvoir faire des enquêtes de terrain¹.

L'épidémie de COVID-19 en Inde a des effets paradoxaux. En termes épidémiologiques, ils sont limités, du moins à l'heure où est écrit cet article : officiellement 21 129 morts au 9 juillet 2020, pour une population approchant 1,4 milliard d'habitants. Même si le chiffre sous-estime sans nul doute la réalité, il reste que l'épidémie a un faible taux de mortalité directe. En revanche, les effets socio-économiques de la COVID-19 sont dramatiques : catastrophe économique pour des populations pauvres sans sécurité sociale ni d'aides de l'État dignes de ce nom, migrants tentant désespérément de revenir chez eux en s'embarquant pour un exode à pied de parfois plusieurs centaines de kilomètres, qui rappelle aux Indiens les images en noir et blanc des sanglantes migrations dues à la Partition de 1947 lors de la création du pays... La COVID-19, ou plus exactement le confinement, met en lumière les inégalités sociales et spatiales de l'Inde – des inégalités qu'on peut souvent, nous le verrons, qualifier d'injustices. La maladie a brutalement rendu visibles ces « invisibles », en révélant l'importance de ces migrations circulatoires (Breman, 1985) qui sont à la base de « l'émergence » de l'Inde (Landy, Varrel, 2015). Ce que nous dit la COVID-19, ce sont les vies de tous ces travailleurs de l'ombre qui soudain sont apparus en pleine lumière, soit comme des victimes dont la fragilité économique était soudain découverte ou confirmée, soit comme une menace – puisqu'à cheminer le long des routes sans respecter la « distanciation sociale » ils risquaient de diffuser le virus. A priori, l'injustice à leur égard apparaît donc double : ils sont particulièrement victimes du confinement ; mais avant même la crise, leur invisibilité empêchait une vraie reconnaissance de leurs droits.

1. Quelques enquêtes par téléphone ont pu avoir lieu dans le cadre de projets de recherche déjà en cours à l'Institut Français de Pondichéry. Merci à R. de Bercegol, V. Dupont, A. Goreau-Ponceaud, S. Moreau, et au lecteur anonyme pour leur relecture !

Après avoir rappelé les faits – ce confinement, tout à la fois impossible et mortel –, nous présenterons les fondements à l’origine de la tragédie, en particulier la structure des migrations intérieures, dans cette Inde qui selon le recensement de 2011 comptait 79,5 millions de citoyens d’origine rurale. La troisième partie de l’article décrit la fermeture des frontières internes, à travers trois sujets brûlants : les trains de migrants, la dilution du Code du travail, et l’aide alimentaire. Nous testerons alors ce que nous appelons « l’échelle DIDI », fondée sur un gradient Disparités<Inégalités<Domination<Injustice. Les injustices spatiales semblent moins prononcées que les injustices sociales. On terminera en tentant d’expliquer pourquoi tous ces drames n’ont pas engendré d’émeutes de la faim, si peu de révoltes et aucune révolution. Le sentiment d’injustice est-il si prononcé ?

Le plus grand confinement du monde

Réduire l’espace pour gagner du temps : en Inde comme en France, telle est la logique du confinement, destinée à permettre la découverte de traitements et de vaccin, et à plus court terme l’aplatissement de la courbe des infections afin que les services de soins ne soient pas trop saturés. L’Inde a suivi la même stratégie que les pays comme la France qui se trouvaient fort dépourvus en tests, masques ou lits d’hôpitaux : un confinement extrêmement strict sur le papier, mais d’autant plus brutal qu’il n’a été annoncé que quatre heures avant son entrée en vigueur le 24 mars 2020. Le terme anglais utilisé exprime bien cette violence : *lockdown*. Si le « confinement » oblige à ne circuler que dans d’étroites limites, celui des fins, des marges (de Bercegol *et al.*, 2020), le *lockdown* enferme carrément à double tour.

Le 25 mars, ce fut le chaos. Pour les travailleurs pauvres du « secteur informel », le mot d’ordre de rester confiné était tout à fait impraticable. Deux raisons à cela : la plus basique est celle du maigre espace disponible dans le logement voire dans le quartier (Dewan Verma, 2002 ; Saglio-Yatzimirsky, 2013 ; Khatua, 2020), qui interdisait tout espoir de respecter la fameuse « distanciation sociale » – en fait, une distance

physique. Comment rester chez soi quand c'est le logement qui rend malade ?² Une autre raison, plus importante peut-être : beaucoup n'avaient en ville qu'un emploi journalier, engagés au petit matin par des intermédiaires après avoir fait le pied de grue sur un « marché au travail » – il leur *fallait* sortir. La police les enferma pourtant dans leur quartier voire dans leur logement, avec des barrières physiques et des mesures musclées (coups de bâton-*lathi*), parfois meurtrières et souvent vexatoires : dégonfler les pneus d'un taxi tricycle, casser les phares des véhicules, imposer de faire des pompes aux contrevenants, etc.

Sortir ne servait cependant pas à grand-chose pour la plupart des travailleurs puisque toute l'économie était à l'arrêt – à part de rares « services essentiels ». Ce n'était même plus pour trouver un travail qu'on devait sortir. C'était pour trouver à manger, grâce à l'aide alimentaire proposée en premier lieu par des associations et des *citizens* de bonne volonté. Mais la police alla jusqu'à mettre en prison certains d'entre eux car les distributions créaient des attroupements...

Dès lors, pour beaucoup de travailleurs, sortir signifia partir : un trajet d'une toute autre ampleur. Puisqu'on ne pouvait trouver ni travail ni nourriture sur place, il fallait pour les immigrés rentrer au pays – au village, à la petite ville dont on était originaire. « Mourir pour mourir, autant mourir auprès des miens, avec les gens dont je parle la langue ». « Je préfère mourir du coronavirus au village que de faim ici » – autant de discours rapportés par les médias. Ce n'était pas un choix facile : beaucoup de ménages pauvres restèrent cloîtrés chez eux pendant de longues semaines quand ils le pouvaient, par peur de la maladie mais aussi parce que le voyage avait un coût économique et psychologique. Partir signifiait abandonner les arriérés de salaire que l'employeur pouvait vous devoir. Et certains espéraient que le confinement ne durerait que trois semaines...

Mais ce fut au final une bonne partie de la population indienne qui se mit en route (Denis *et al.*, 2020). Le confinement a paradoxalement induit des *mobilités* forcées, pour des populations qui auraient préféré rester sur place comme d'ailleurs

2. Formule reprise de C. Robert (Fondation Abbé Pierre) à propos de l'habitat précaire français (*France Culture*, 25 mai 2020).

on le leur enjoignait... Des gares routières, notamment Anand Vihar à la périphérie de Delhi (3 km de queue le 28 mars), furent prises d'assaut par les migrants qui espéraient qu'en partent des cars pour leur région d'origine. Faute de mieux, alors même que la destination finale pouvait être à plus de 1000 km, [on se mit en route à pied, à vélo, ou l'on tenta d'être pris comme passagers clandestins](#) dans un des rares camions qui roulaient. Des exploits physiques, comme cette jeune fille de 15 ans qui aurait parcouru à vélo 1200 km de Gurugram (banlieue de Delhi) jusqu'au Bihar en neuf jours, avec son père blessé sur le porte-bagages (le père portant le bagage...), ont réjoui certains médias – la Fédération cycliste indienne souhaite recruter l'héroïne. Pour le reste, les faits divers les plus horribles sont rapportés encore aujourd'hui : gens morts de fatigue ou de déshydratation à quelques kilomètres du but, migrants écrasés par un train de marchandises parce qu'ils dormaient sur les voies, camions surchargés de personnes se renversant, etc. La légende du graphique ci-dessous (Fig. 1) est suffisamment explicite³. Jusqu'au 6 avril, les morts de la COVID furent moins nombreux que les morts du confinement.

3. Les chiffres de mortalité sont évidemment en dessous de la réalité, comme l'explique le site Internet.

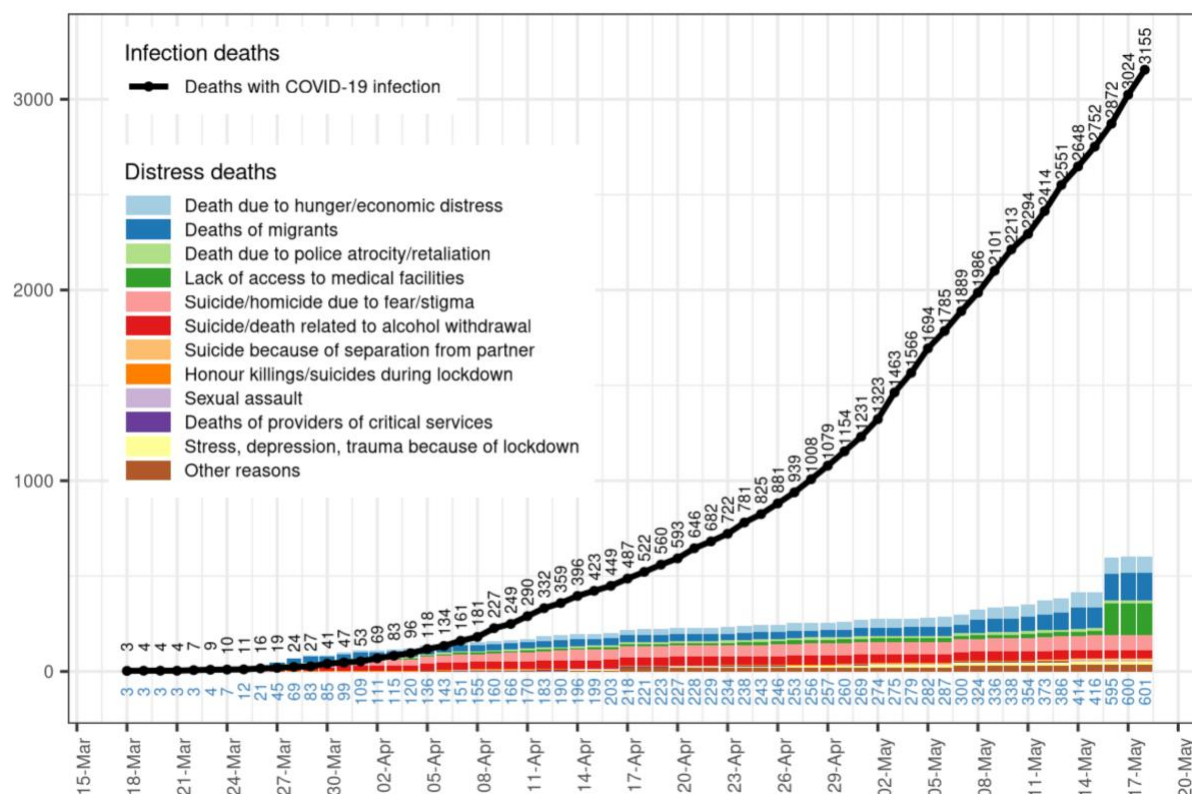


Figure 1. Mortalités directe et indirecte de la COVID-19 en Inde

(<https://coronapolicyimpact.org/wp-content/uploads/2020/05/distress-deaths.jpg>).

Chemins de traverse, passeurs, marches de nuit... Beaucoup de migrants furent interceptés et arrêtés par la police, puis renvoyés chez eux ou carrément enfermés dans des centres (*shelters*) de fortune plus ou moins improvisés : écoles, stades, centres commerciaux, salles de spectacle, salles de mariage... Dès le 5 avril, 630 000 travailleurs se trouvaient dans des centres gérés par l'État, et 450 000 dans des centres gérés par des associations, temples, etc. (Srivastava, 2020). Au 26 mai, 2,3 millions de personnes s'y trouvaient en quarantaine. Les conditions y sont souvent éprouvantes : la différence entre mise en quarantaine réglementaire et enfermement arbitraire n'est pas toujours claire, mais les références au biopouvoir foucauldien s'imposent dans tous les cas.



Figure 2. Résultat d'une recherche « Google images » avec pour mot-clé *quarantine stamp* (Pondichéry, 18 mai 2020). Les mains des assujettis à une quarantaine à domicile ont été tamponnées.

Qui sont « les migrants » ?

Cette dénomination de *migrants*, ou *migrant workers*, est couramment utilisée dans les médias anglophones, mais regroupe des catégories assez diverses en réalité, ce qui peut expliquer sinon l'invisibilité de ces individus jusque-là, du moins leur difficulté à faire entendre leur voix. Il ne s'agit pas d'une catégorie définie strictement. On s'appuie souvent sur les données du recensement général de la population (*Census*), sans voir que tantôt il surestime fortement le nombre des « migrants » en les définissant comme des individus ayant quitté leur lieu de naissance, tantôt qu'il le sous-estime en oubliant bien des saisonniers. Le recensement de 2011 a compté 18 millions d'immigrés installés depuis moins d'un an, et 135 millions depuis moins de dix ans. Selon les estimations d'Imbert (2020), 22 millions de personnes étaient donc susceptibles de partir. Au 10 juin, selon le gouvernement fédéral, 5,7 millions de « migrants » avaient déjà rejoint leur lieu d'origine. On peut pourtant penser que certains d'entre eux n'étaient pas des immigrants. Car bien des travailleurs du secteur informel ou des habitants de bidonville sont nés dans la ville même. Certains des deuxièmes ou

troisièmes générations ont pu garder des liens avec le village de leurs parents, et sont alors parfois partis. D'autres n'avaient même pas la perspective du « retour ».

Au final, ces « migrants » représentent un groupe très hétérogène, selon les lieux de départ et d'arrivée, la durée de la migration, le type d'emploi, les filières migratoires souvent définies par la caste... En Inde, les migrations ne correspondent qu'assez peu à de l'exode rural au sens strict (seules 20 % des personnes ayant changé de résidence entre 2001-2011 correspondaient à un mouvement des campagnes vers les villes). On ne part que rarement s'installer *ad vitam aeternam* en ville, ce qui fait que la population urbaine ne comptait officiellement que 31 % de la population totale en 2011. Il s'agit plutôt de migrations circulatoires (Dupont, Landy éd., 2010), de mobilités fondées sur des retours plus ou moins réguliers, et en tout cas sur le maintien d'ancrages territoriaux forts avec la zone d'origine. On part en groupe, selon des filières anciennement établies pour l'essentiel, vers les mégapoles mais aussi de plus petites villes : la soie et les diamants de Surat emploieraient 800 000 travailleurs de l'Odisha, les métiers à tisser de Bhiwandi près de Bombay fonctionnent avec 200 000 ouvriers d'Uttar Pradesh et 100 000 d'Andhra Pradesh, etc. On part aussi vers des campagnes : les migrations de retour ont concerné bien des travailleurs employés dans les briqueteries rurales du Tamil Nadu ou les plantations de café du Kerala. Environ 5 % des ménages, soit 10 millions de personnes, partiraient en migration saisonnière (Tumbe, 2015), avant tout dans la construction, mais aussi pour un cinquième d'entre eux dans l'agriculture. Autant de filières de migration, souvent fondées sur la caste, avec des formes d'endettement et d'avances sur salaire plus ou moins drastiques, qui ont été mises en lumière par la crise quand les ouvriers ont tenté de rentrer dans leur lieu d'origine. Autant de déplacements vers des espaces relativement balisés (grâce aux filières) mais qui restent souvent étrangers, ne serait-ce que par la langue et l'alphabet dans bien des cas. Rappelons que l'Inde avec ses 28 États fédérés est un véritable sous-continent, comparable à l'Europe... Autant de flux fondés sur un différentiel de développement régional qui pouvaient apporter un revenu non négligeable aux migrants en temps normal, mais qui se sont révélés des pièges parfois mortels en temps de COVID puisque, nous le verrons, le peu de droits

sociaux existant en Inde concerne avant tout les sédentaires, inscrits officiellement dans un lieu. Le bouclage des frontières intérieures interdisait aux migrants de retrouver leur citoyenneté dans leur lieu d'origine, sans que la paradoxale « assignation à résidence » du confinement soit pour autant possible sur le lieu d'immigration.

Migrations et épidémie

Les zones d'émigration sont sans surprise les régions pauvres de l'Inde (aval de plaine du Gange – Bihar, Uttar Pradesh oriental –, Rajasthan désertique, Himalaya montagnard, Odisha tribal...) (fig. 3, Tumbe, 2015, Imbert, 2020). Notons aussi que des espaces relativement riches comme le Kerala peuvent être de fortes zones d'émigration, mais à destination des pays du Golfe. Les migrations internationales ont d'ailleurs joué un rôle clé dans l'arrivée de l'épidémie, celle-ci servant là encore de révélateur. C'est au Kerala qu'est apparu le premier cas de COVID en Inde. Delhi a été précocement un foyer d'infection en raison d'une conférence organisée par une organisation musulmane internationale (Tablighi Jamaat). Le problème des migrants piégés (*stranded*) concerna d'ailleurs les millions d'Indiens travaillant dans les pays du Golfe, qui ne purent être rapidement rapatriés par avion.

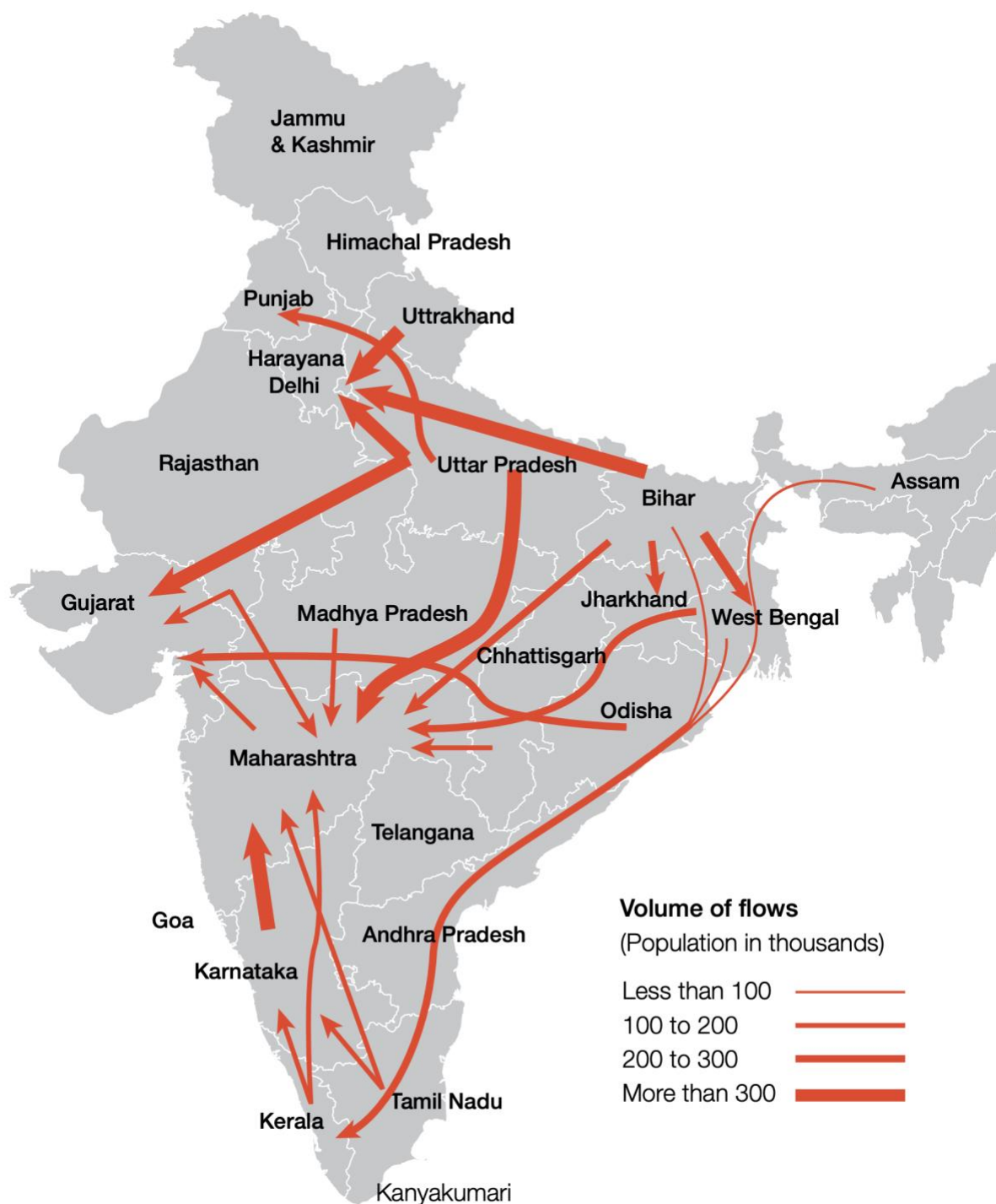
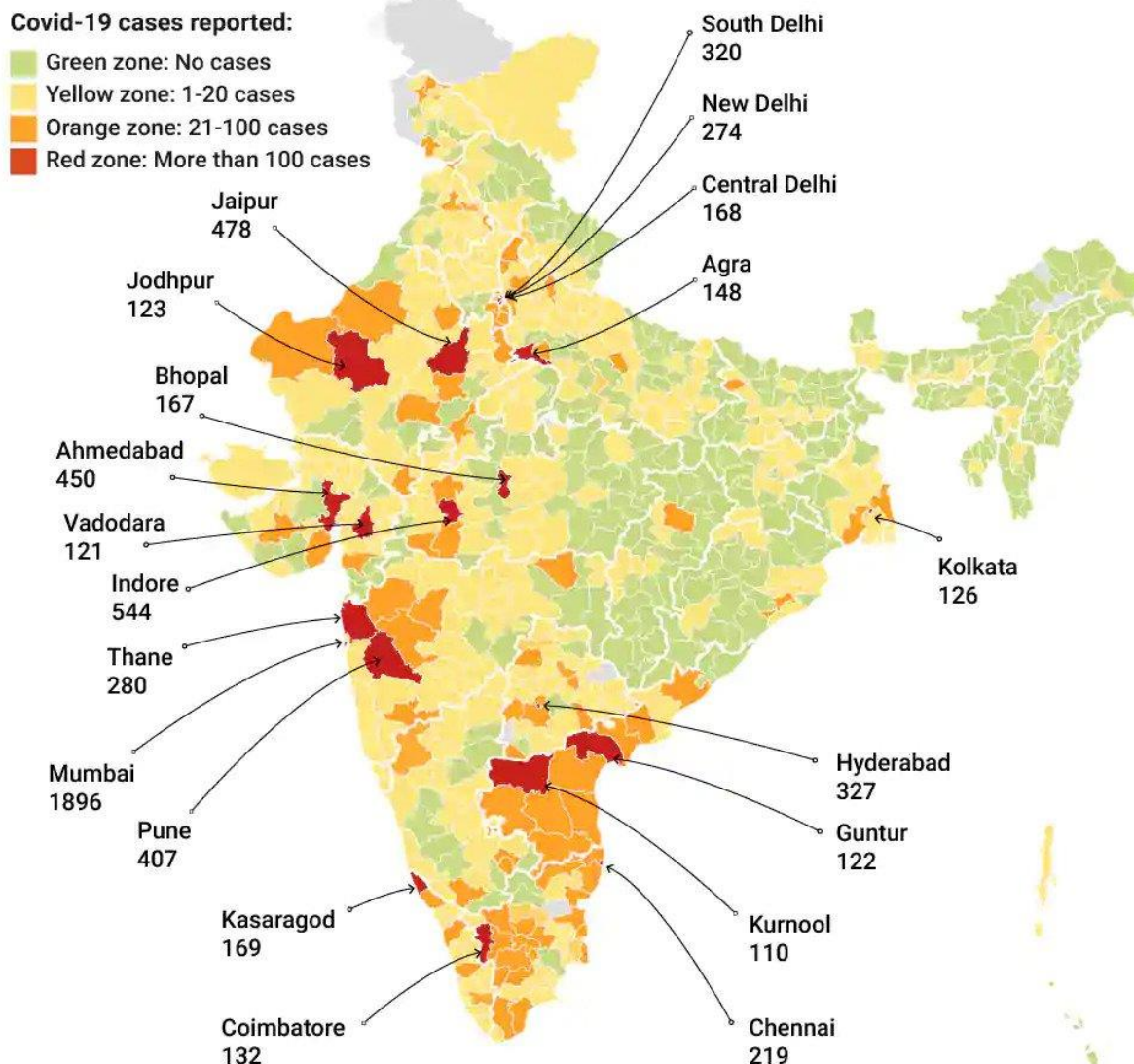


Figure 3. Les flux de migration interne en 2001. Source : WEF, *Migration and Its Impact on Cities*, 2017 (http://www3.weforum.org/docs/Migration_Impact_Cities_report_2017_low.pdf).

Overall, 56% of districts have reported at least one covid-19 case



Data as on April 15, 2020. Data not available for 10 districts, greyed out in the map.

Source: howindialives.com • Created with Datawrapper

Figure 4 : Carte des cas de COVID-19 à la mi-avril 2020⁴. Source

(<https://www.livemint.com/news/india/mapped-the-spread-of-coronavirus-across-india-s-districts-11587179250870.html>).

4. Un site donne des données brutes par district actualisées : <https://covindia.com/>.

Les cartes des migrations ont sans nul doute des liens avec celles de l'épidémie, mais les relations ne sont pas faciles à caractériser rigoureusement – d'autant que corrélation n'est pas causalité. La figure 4 ci-dessus montre que les districts les plus urbanisés et les plus attractifs en termes de migration furent précocement touchés. Un rapport du 29 mai notait que quatre agglomérations abritant seulement 4,4 % de la population indienne (Mumbai+Thane, Chennai, Ahmedabad et Delhi) comptaient pour plus de 50 % des cas et de la mortalité. Toutes ces données sont de qualité très contestable : il est évident que les tests sont plus couramment menés dans les zones urbaines et développées. Mais une fois rapportés à la population, les chiffres des infections mettent en évidence les mêmes espaces : Delhi et le Maharashtra ont les plus forts pourcentages de cas, et les plus forts taux de positivité aux tests.

Dès lors, les implications pour les « migrants » sont doubles :

- Même si les données sociales ne sont pas disponibles, il est vraisemblable qu'ils représentent une population particulièrement vulnérable à la COVID en raison de leur pauvreté aggravée par le confinement, de leur situation sanitaire précaire ou précarisée, de leur type d'habitat dans les grandes villes particulièrement touchées ;
- Leur départ vers leur région d'origine risque d'emporter le virus selon les filières de migration que connaissent bien les pouvoirs publics – d'où les craintes des autorités des zones concernées, voire des villages d'origine qui parfois ont rejeté leurs émigrés.

Au mépris des migrants : trains, Code du travail et aide alimentaire

En Inde, la « distanciation sociale » préexistait à la COVID-19 (Kesavan, 2020) : c'est même une caractéristique de la société de castes brahmanique fondée sur une prétendue échelle de pureté, qui évite les contacts entre communautés ou individus hiérarchisés. À une autre échelle, cette distanciation sociale s'est aggravée avec le confinement, qui a révélé la façon dont ces migrants – en moyenne de basses castes ou de minorité musulmane – ont été oubliés et méprisés par les politiques (fig.5).

Donnons-en trois illustrations : le rapatriement par trains, la dilution du Code du travail et l'aide alimentaire.

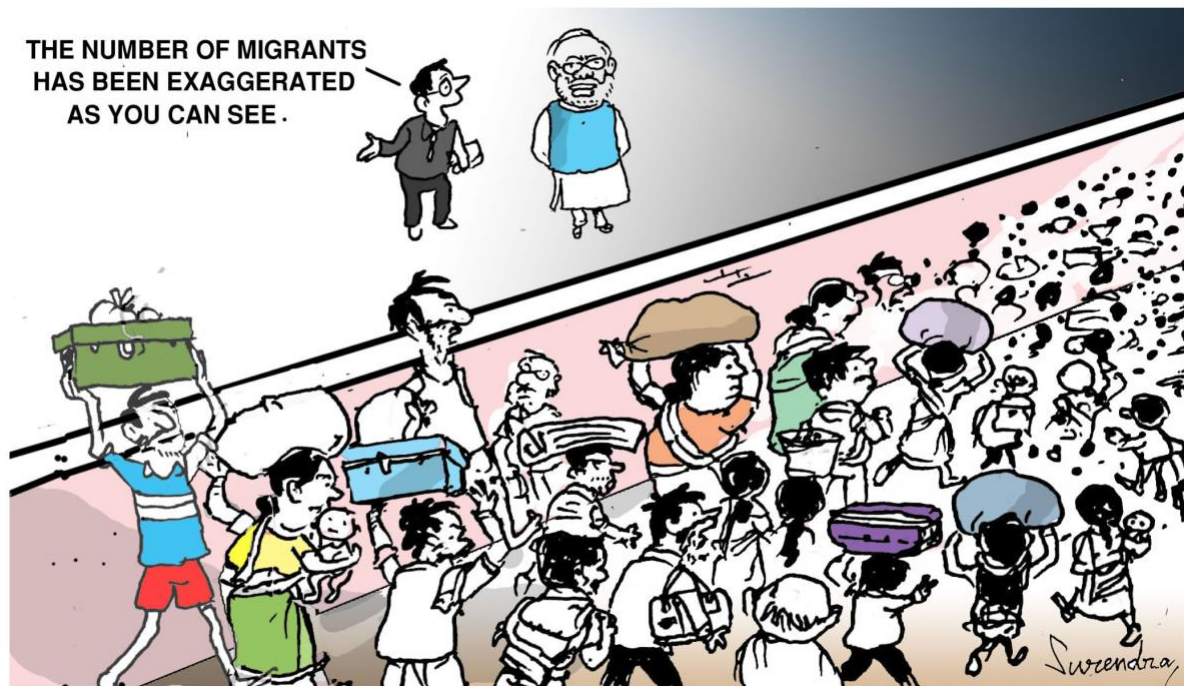


Figure 5. L'aveuglement de Narendra Modi illustré par le caricaturiste Surendra. Le mur est une allusion à celui construit pour cacher un bidonville lors de la visite de Donald Trump à Ahmedabad, le 24 février (*The Hindu*, 21 mai 2020).

Les trains

Alors que tout transport de personnes était officiellement interdit dans toute l'Inde, cette chape de plomb ne devint rapidement plus tenable vu que les migrants se lançaient malgré tout sur les routes. Fin mars, l'Uttar Pradesh affrétait déjà des cars pour rapatrier des migrants. Narendra Modi se décida donc à accepter le principe de trains spéciaux pour travailleurs (*Shramik Special trains*) – mais aussi pour étudiants, touristes ou pèlerins pris au piège. Mi-mai, ils transportaient environ 200 000 travailleurs par jour. Au 23 mai, 48 % des 2600 trains qui avaient circulé avaient eu pour destination l'Uttar Pradesh, et 31 % le Bihar, désignant ainsi les deux États les plus émetteurs de main-d'œuvre.

Premier problème : qui doit payer les billets de train ? Le gouvernement central, l'État de départ, ou l'État d'arrivée ? À moins que ce ne soit les migrants... Le 4 mai, le principal parti d'opposition, le Congrès, annonça qu'il prendrait en charge les billets. Sentant le vent mauvais, le gouvernement fédéral modifia la règle : les Chemins de fer nationaux prendraient en charge 85 % du billet, les États paieraient le reste – mais fin mai il demeurait bien des conflits à ce sujet entre gouvernements.

Deuxième problème : pour qu'un train puisse être constitué, l'État de destination devait donner son aval, selon une procédure souvent compliquée. La circulation des cars n'était guère plus facile, y compris à l'intérieur des États tant les frontières de district pouvaient être étanches. De nouvelles tragédies eurent lieu à l'intérieur même des trains : ceux-ci font parfois fausse route, mettent 4 jours au lieu de deux pour faire certaines distances, [et l'on déplore des morts de faim ou de soif dans les rames.](#)

Troisième problème : la sélection des passagers. Après plusieurs jours de chaos, les États se mirent progressivement à [ouvrir sur Internet des sites d'enregistrement](#) – un pour les départs, un pour les arrivées. Mais les documents demandés aux migrants étaient nombreux, les sites fonctionnaient mal, étaient dans une langue ou un alphabet parfois inconnus – et beaucoup de travailleurs n'ont pas de smartphones.

Ultime problème : les États n'ont guère montré d'empressement pour ces rapatriements par train ou car. En ce qui concerne les États d'arrivée, ils voyaient avec effroi ces masses débarquer, potentiellement porteuses du virus et assurément chômeuses. Le 17 mai, le Bihar annonça que 26 % des rapatriés venus de Delhi avaient été testés positifs. Désormais, les migrants reviennent de zones très contaminées, pour se réinstaller dans des zones aux structures de soins très déficientes (Imbert, 2020). Certains États multiplient les obstacles : [l'Orissa et le Bengale exigent du Karnataka qu'il leur envoie pour approbation](#) les listes des passagers, répartis dans chaque wagon selon leur district de destination finale... Quant aux États d'où veulent partir les migrants, ils rechignent à assurer la gestion complexe de ces transports, et surtout ne veulent pas perdre leur main-d'œuvre.

Dilution des lois du travail

Ces migrants sont en effet des « travailleurs ». Leur statut d'armée de réserve est apparu au grand jour quand le 5 mai, le gouvernement du Karnataka a annulé le départ de dix trains pour le Bihar suite à une réunion avec le lobby des promoteurs et entrepreneurs. [Ceux-ci avaient persuadé le Chief Minister de la nécessité de garder suffisamment de main d'œuvre sur place](#) quand l'activité économique pourrait repartir. La plupart des trains purent partir finalement quelques jours plus tard, mais le mal était fait. En quelques heures, de nombreux États, et en premier lieu ceux dirigés par le parti BJP au pouvoir à New Delhi, annoncèrent coup sur coup la dilution de leur Code du travail, avec en général le passage à la journée de 12h et à la semaine de 72 heures. La durée de la mesure est censée être limitée dans le temps : entre trois mois et trois ans, selon les États. Mais il s'agit clairement d'une course au « moins-disant social », d'une concurrence entre les États qui peut être interprétée de deux façons, d'ailleurs non contradictoires : soit peur d'une aggravation de la crise économique faute de travailleurs, soit stratégie utilisant la tragédie actuelle pour accélérer la libéralisation de l'économie et attirer les investissements étrangers qui voudraient quitter la Chine – dans une optique de « stratégie du choc », pour reprendre le titre de Naomi Klein. « C'est maintenant ou jamais. Nous ne retrouverons jamais cette opportunité », [écrit en toute franchise le PDG de NITI Ayog](#), l'institution qui a remplacé le Commissariat au Plan en 2015. Cela coïncida avec la médiatisation de [nouveaux enfermements de travailleurs par leurs employeurs](#) sur les chantiers, les baraquements d'usine ou d'aéroport en construction : si jamais les ouvriers parviennent à « faire le mur », la police les attend dans la rue pour les ramener dans leur prison.

L'aide alimentaire

Si les travailleurs migrants ont souhaité rentrer chez eux, ce n'est pas seulement pour « retourner vivre au pays », « aider la famille qui n'a personne pour cultiver » ou « parce qu'on ne pouvait plus payer le loyer » : c'est parce que beaucoup d'immigrés n'ont pas accès au système d'aide alimentaire subventionné (*Public Distribution System*, PDS). En Inde, chaque ménage a pourtant en théorie un livret ou une carte

d'alimentation. Mais cette carte est attachée à une boutique de « rationnement » unique. Si le migrant a laissé sa famille au village, souvent il lui a abandonné la carte, et n'a donc pas accès sur son lieu d'immigration au grain (5 kg de riz ou blé, voire plus dans certains États), à l'huile, au sucre, etc., vendus à très bas prix dans ces boutiques spécialisées. La bouée de sauvetage que représente le PDS, certes passablement dégonflée (Landy et al., 2014), se révéla pourtant d'autant plus utile pour les nécessiteux que le gouvernement fédéral annonça le doublement des quotas le 26 mars⁵, tandis que certains États ajoutaient leurs propres subventions. Tardivement que certains États annoncèrent que même les ménages non inscrits au PDS local pourraient bénéficier de l'aide alimentaire. Et ce, alors que pour les familles immigrées, la situation alimentaire était d'autant plus dramatique que le repas de midi, gratuit en Inde pour les écoliers, avait disparu avec la fermeture des écoles...

À quelques semaines près, la situation aurait pu être assez différente. Car depuis 2019 l'Inde était en train d'adopter, État après État, le programme de « portabilité » *One Nation One Card*, qui permet qu'un titulaire de carte puisse aller dans n'importe quelle boutique de « rationnement » récupérer son quota de vivres, quel que soit son lieu d'inscription officiel. Mais avant le confinement, le système n'avait encore été adopté que dans quelques États. Son fonctionnement semblait de toute façon déjà très problématique, vu la difficulté de planifier les stocks et la demande pour des populations mobiles, vu la technologie qu'il supposait dans des campagnes ou des quartiers où Internet et l'électricité sont faillibles, vu le grand nombre de *bugs* déjà constatés. La chose apparaît d'autant moins bien lancée que le système est fondé sur l'authentification biométrique : or celle-ci a été temporairement supprimée dans les boutiques du PDS par peur de la contagion via les empreintes digitales. Le versement d'aides en argent sur compte bancaire est aussi tenté ; mais tous les ménages pauvres n'ont pas de compte malgré la récente politique en la matière, et leur gestion n'est pas toujours aisée.

5. Les mesures décidées pour les trois mois suivants furent le versement gratuit de 5 kg de blé ou riz en plus des quotas habituels et 1 kg de lentilles par famille ayant une carte, 1000 roupies (12,60 €) pour les personnes âgées, veuves ou handicapées, 1500 Rs versées sur trois mois pour les femmes ayant un compte populaire Jan Dhan, une bouteille de gaz gratuite, et 2000 Rs pour les agriculteurs.

Ce n'est donc pas une surprise si le programme fédéral de chantiers publics MNREGA, qui garantit au moins cent jours de travail par famille rurale, semble devoir atteindre des sommets : fin mai, 40 millions de personnes auraient fait une demande d'inscription, alors que le *lockdown* avait proscrit le fonctionnement de ces chantiers pendant tout un mois, jusqu'au 20 avril. Pourtant on sait que l'État respecte peu sa propre règle des cents jours de travail, et qu'il paie souvent avec retard. De plus, pour bénéficier du programme, il faut une *job card*, ce que beaucoup de « rapatriés » n'ont pas... Le MNREGA a été conçu pour réduire l'exode rural et les migrations saisonnières (Jacob, 2008) : suffira-t-il à nourrir les émigrés de retour ?

Disparité n'est pas injustice : l'échelle DIDI

Tous ces drames humains semblent suggérer que les situations d'injustice sont la norme plus que l'exception. Il reste à les analyser de façon la plus rigoureuse possible. On sait que la société hindoue avait été qualifiée par Louis Dumont (1966) de *Homo hierarchicus* ; mais toute hiérarchie n'est pas injuste. Or, la crise n'a-t-elle pas aggravé les inéquités ? Nous proposons ici une grille de synthèse, l'échelle DIDI : Disparités<Inégalités<Domination<Injustice. Les « injustices », sociales ou spatiales, ne doivent pas être considérées comme plus ou moins synonymes d'« inégalités ». Il existe en fait un gradient, qui peut correspondre tout à la fois à un processus d'analyse pour un chercheur, par étapes successives, ou à un processus causal inscrit dans le temps, pour une société où les disparités finissent par engendrer de l'injustice.

Première étape : le constat de simples *Disparités* entre territoires, entre individus ou groupes sociaux. Ces différences, souvent qualitatives peuvent être éthiquement neutres : ainsi, le nord de l'Inde cultive du blé, pas le sud. C'est un fait, qui en soi n'est pas source d'injustice. Équité ne veut pas dire forcément égalité, ni socialement ni spatialement (Harvey, 1996).

Mais ces disparités peuvent aussi se traduire par des *Inégalités* : on entre avec ce deuxième barreau de l'échelle dans le domaine du quantitatif, de la mesure.

Certaines campagnes disposent d'irrigation, ce qui permet deux cultures par an ou des productions lucratives comme la canne à sucre. Ces espaces ruraux tendront à attirer, pour quelques mois ou plusieurs années, des immigrants venus de campagnes à simple agriculture pluviale. En 2011, 43 % des migrations se faisaient à l'intérieur des campagnes... Or – troisième barreau de notre échelle – ces migrations sont souvent en Inde structurées selon des relations de *Domination*, où jouent rapports de pouvoir, exploitation, oppression, discrimination et violence. Les migrants partent couramment en groupe, recrutés par un intermédiaire (*contractor*) payé sur commission, auprès duquel les migrants sont endettés (Guérin, 2013 ; Picherit, 2012). Il peut appartenir au même village, et n'être guère moins pauvre que les autres. Mais existent aussi des relations de quasi-asservissement, avec du travail forcé pour dettes, parfois de façon héréditaire, comme souvent dans le cas des briqueteries ou des rizeries (Breman *et al.*, 2009), ou pour les chantiers de construction du métro ou d'usines dans les mégapoles, quand le *contractor* contrôle jusqu'au logement et à la nourriture : une situation alors qualifiée d'*Injustice*, par le chercheur mais aussi le plus souvent par les victimes du système. C'est le dernier barreau de notre échelle, celui de l'éthique et des valeurs, des mobilisations sociales et des politiques. En ce qui concerne l'encadrement des migrations en Inde, des lois existent, mais elles sont peu appliquées (*Unorganised Workers' Social Security Act*, 2008) (Sivaraman, 2020).

On le voit, cette grille DIDI distingue domination et injustice. Les trois premiers niveaux, Disparités<Inégalités<Domination, relèvent tous en effet d'un constat, de l'observation. L'Injustice, elle, est davantage du domaine du jugement, de la part de l'observateur extérieur (par exemple le chercheur) comme de la victime. La domination peut ne pas être injuste dans sa forme la plus douce et normée (cas de la relation professeur-élève) ; elle peut aussi engendrer des sentiments d'injustice différents selon les groupes et les individus, voire aucun sentiment d'injustice – ce qui est peut-être le comble de l'inéquité quand les dominés n'ont même plus les moyens de se rendre compte de leur oppression. Des populations à nos yeux pourtant victimes d'injustice ne voient leur situation que sous l'angle des inégalités, et la présentent comme telle au moins dans l'espace public, sans la verbaliser en termes d'injustice

(Ginisty, 2015). Pour Honneth (2006), les normes morales des classes dominées sont moins abstraites que celles des classes dominantes et relèvent plus des sentiments que de grands principes axiologiques, d'où des expressions différentes de la justice : que sa théorie soit contestable (Guibet Lafaye, 2012) n'empêche pas qu'elle illustre bien la différence de niveaux qui selon nous existe entre ces deux barreaux d'une même échelle.

Pour le cas des migrants, les critiques sont nombreuses dans les médias et les partis d'opposition, mais elles restent minoritaires et les gouvernements, fédéral comme fédérés, ne sont pas contestés. Il y eut certes quelques émeutes, notamment à Surat, de nombreuses arrestations, mais aucun mort. Aucun mouvement en tache d'huile des migrants. Certes, pour qualifier les injustices, point n'est besoin absolument des manifestations publiques et collectives de l'indignation, ou d'un puissant débat politique. Il importe au moins de distinguer injustices sociales et spatiales.

Des injustices spatiales limitées

Raisonner en termes d'injustice spatiale rencontre des écueils. Peut-on le faire en opposant la ville et la campagne – cette dernière fournissant les bataillons de main-d'œuvre exploitable par la ville ? Il ne s'agit pas de tomber dans un « spatialisme » outrancier, dans la vieille problématique du parti-pris urbain (*urban bias*) qu'on a pu jadis critiquer (Landy, 1999). Pas seulement parce que bien des bidonvillos pauvres sont des citoyens sans origines rurales, pas seulement parce qu'il y a beaucoup de migrations intra-rurales, mais aussi parce que les niveaux de pouvoir et de gestion des populations chevauchent les différences entre urbain et rural ; ainsi, de vastes États très hétérogènes contiennent à la fois des zones de forte immigration et de forte émigration (flux est-ouest dans le Maharashtra ou l'Uttar Pradesh).

Incidentement, alors qu'il est clair que le taux d'urbanisation officiel de l'Inde est sous-estimé (Denis, Marius, 2011), les événements actuels prouvent qu'insister sur la

ruralité du pays garde tout son sens. Les retours de 2020 montrent combien de nombreux migrants n'étaient que des demi-citadins, dont l'appartenance urbaine demeurait menacée par cette épée de Damoclès qu'est la quasi-absence de droits sociaux ou de dispositifs de chômage partiel. Pour des raisons de sécurité, on ne peut couper tout lien avec la région d'origine. La vieille expression forgée pour évoquer les néo-citadins de l'Afrique, « Un pied dedans, un pied dehors » (Chaléard, Dubresson, 1989) demeure toujours valable pour l'Inde. Il est un peu paradoxal que si l'Inde a toujours évité un véritable exode rural massif, elle connaisse actuellement un « exode » urbain au sens fort du terme.

Cela aussi, la COVID-19 nous le rappelle. Oui, le village indien « est en train de disparaître en tant qu'entité agricole, ou même en tant qu'Arcadie rurale imaginée » (Gupta, 2007, p. 230). Mais il continue d'exister sous une autre forme. [Grâce aux retours du confinement, des villages himalayens désertés reprennent même vie](#) ! Le retour des migrants serait-il alors l'occasion de relancer les politiques de développement rural en tentant de stabiliser une partie de ces populations ? Quelques voix se sont élevées pour proposer un retour à ce qu'on appellerait en France des politiques de développement territorial local : « Allow reverse migration to happen. This is the best thing to happen for India. Our communication and power infrastructure has improved. So, now is the best time to decongest our urban areas which are highly unplanned and decentralize our industrial clusters”⁶.

Voilà qui n'est pas sans rappeler les politiques de développement des petites villes à la mode dans les années 1980-1990 – qui furent un relatif échec. Mais quand on compare avec la Chine ou l'Asie du Sud-est, il manque à l'Inde le développement d'une économie rurale non agricole ; une raison majeure est la faible formation et scolarisation des populations villageoises (en 2011, la moitié des femmes rurales demeurait analphabète). « Le monde d'après » sera-t-il différent de celui d'avant, et si oui, seront-ce les politiques qui le façonneront, ou bien les émigrés revenus au pays ? On peut rester pessimiste. L'Inde se trouve désormais avec des campagnes riches en

6. R. Sarangan (<https://www.linkedin.com/feed/news/talking-about-the-migrant-crisis-4839532/>).

bras mais sans assez d'emplois, tandis que les villes souffrent déjà du déséquilibre inverse. Et puis, il ne s'agit pas que d'emploi : on émigre aussi en famille pour que les enfants aient une meilleure éducation en ville, voire pour mieux soigner la maladie de la grand-mère... La décision de migrer est rarement individuelle : c'est un choix collectif au niveau du ménage, de la famille élargie, du clan, du village. Même si l'émigré a juré qu'on ne l'y prendra plus, il sera peut-être obligé de repartir par la collectivité. Parions que rapidement les flux vont s'inverser à nouveau.

Si l'injustice ne se situe pas entre villes et campagnes, l'est-elle plus clairement entre les États, notamment aux dépens des États d'émigration, qui vont accueillir une partie de « la misère du monde » ? Sans doute pas non plus, puisque les États d'immigration vont de leur côté se trouver en proie à une pénurie de main-d'œuvre. Par définition, une injustice n'existe que dans la comparaison, par rapport à d'autres groupes ou espaces indûment favorisés. Or, actuellement, tous les États semblent victimes : les émetteurs n'ont pas intérêt à accueillir leurs émigrés, qui vont être chômeurs, exiger de l'assistance alimentaire, et n'apportent plus de remises mais la maladie – sans parler du coût des trains parfois à payer. Les États receveurs, eux, ne sont guère plus enthousiastes pour encourager ces flux : cela les décharge certes de camps de quarantaine ou de l'assistance alimentaire, mais cela les prive de main-d'œuvre quand l'économie repartira. Quel casse-tête pour les États qui sont les deux à la fois !

Il semble en fait que les injustices spatiales se situent à échelle plus fine : en ville, selon qu'on habite ou non dans une zone très surveillée par la police, dans un quartier confiné, à proximité d'un point d'eau ou d'un espace vert, etc. Le stigmatisme de l'habitat en bidonville (Saglio, Landy éd., 2013) se révèle très vivace, quand les employeurs exigent de leurs domestiques qu'ils se lavent dans les sanitaires des gardiens d'immeuble avant de monter dans leur appartement – alors même, protestent certains *servants*, que ce sont ces employeurs qui ont transmis le virus, par leurs voyages en avion...

Au final, l'espace est assurément un paramètre de poids dans la tragédie : comment traverser sous 40° C des centaines de kilomètres à pied, en vélo, en

brouette... Pour les migrants, le fait de venir de régions où l'on parle une autre langue est une difficulté supplémentaire pour rentrer chez soi ou négocier avec la police. Plus profondément, la non-reconnaissance par l'État de ce groupe social, son invisibilisation, s'est faite par l'attachement à des logiques publiques territorialisées : non seulement les migrants ne peuvent plus franchir les frontières de district et d'État, mais ils ne peuvent jouir de leurs droits car ils ne sont pas rattachés *de jure* à un espace, et ce alors même que le confinement voudrait les y bloquer *de facto*. C'est le cas de l'aide alimentaire, on l'a vu, mais c'est aussi celui de la politique de discrimination positive qui réserve des emplois dans l'administration aux basses castes locales. On est donc dans un cas d'injustice provoquée par ce que Nancy Fraser (2008) appelle un *misframing*, un mauvais cadrage ; les migrants souffrent d'un découpage politique ne correspondant pas à leur espace de circulation. Par définition, ils sont entre deux lieux : ils tendent donc à échapper à des logiques étatiques qui sont très territorialisées. Vu la forte spatialisation des droits sociaux, ils étaient déjà, avant même la COVID-19, marginalisés.

Tableau 1. La tragédie du COVID-19, source d'injustices : une analyse DIDI⁷.

	Disparités	Inégalités	Domination	Injustice
<i>Injustice spatiale</i>				
États fédérés	Écarts de PIB/hab de 1 à 4 ou 5 entre Bihar et Karnataka ou Haryana.	Ressources fiscales. Salaires de 1 à 3 pour les ouvriers.	Dépendance réciproque : remises/main-d'œuvre	Accusations réciproques de mauvaise volonté des États destinataires ou émetteurs pour organiser trains et cars, et gérer le

7. La métaphore de l'iceberg vient du fait que seulement 10 % de son volume de glace est émergé. L'émergence de l'Inde demeure elle aussi partielle, et dans des proportions semblables (Landy, Varrel, 2015).

				fardeau des migrants.
Centre-États	Échelles différentes.	Prérogatives constitutionnelles du Centre.	Centre > États (dotations, redistributions fiscales).	Précarité fiscale et budgétaire dénoncée par les États dans l'opposition. Le Centre ne devrait pas interférer dans les flux intra-État.
Villes-campagnes	Infrastructures de santé et éducation en ville.	Taux de pauvreté contrastés. Salaires triples en ville.	Dépendance réciproque : remises/main-d'œuvre.	Faible : disparition du discours « villagiste » (Landy, 1993) depuis les années 2000.
<i>Injustice sociale :</i>				
Groupes sociaux	Inde « pays-iceberg » (10 % des ménages ont une voiture individuelle).	Coeff. de Gini croissant. Bidonvilles. Peur du virus porté par les pauvres car faible accès aux soins.	Secteur informel sans droits sociaux. Puissance des employeurs.	« Modi-ji nous a oubliés », disent des migrants. Discours de Rahul Gandhi, 11 mai.
<i>Injustice socio-spatiale :</i>				
Migrants	Différences d'emplois, lieux d'origine et de travail, langues...	Emplois peu qualifiés risquent l'exclusion (expulsion du logement et contrainte au retour)	Migration par courtiers (endettement). <i>Returnees</i> renvoyés du village par les	Territorialité officielle des droits vs. circulation des migrants = <i>misframing</i> (N. Fraser)

			castes/classes supérieures.	
--	--	--	--------------------------------	--

De considérables injustices sociales, assez peu dénoncées comme telles

Les travailleurs qui sont parvenus à revenir dans leur famille demeurent une réserve de main-d'œuvre disponible. Les autres, restés sur place pendant le confinement, on les enferme, on les immobilise, que ce soit à l'échelle d'un État, d'une ville, d'un bidonville ou d'un chantier. Ces populations dont le « droit à la ville » était déjà si peu respecté (Zérah *et al.*, 2014) se voient refuser le retour au lieu d'origine, le « droit au village » (Landy, Moreau, 2015).

Plus généralement, le *lockdown* peut apparaître comme une affaire où les classes supérieures se protègent de la maladie en en faisant payer le prix aux plus pauvres (Noûs, 2020). Le 21 mai par exemple, officiellement 142 personnes moururent de la COVID en Inde ; avant le coronavirus la seule tuberculose tuait quotidiennement environ 1000 personnes... Si on laisse rentrer les migrants, c'est moins au nom de la démocratie ou par charité que parce qu'on a peur que leurs attroupements en ville accélèrent les contaminations. À cause du confinement, les pauvres meurent davantage de faim ou d'autres maladies qu'auparavant, et pour quoi et pour qui ? Pour que les riches ne trépassent pas du coronavirus, dénonce [Krithika Srinivasan](#) dans *The Hindu* (18 avril 2020) : « le confinement affecte la majorité de ceux pour qui le coronavirus est un risque plus faible que des menaces plus immédiates comme la faim, la violence domestique ou l'éviction du logement ». Mais bien des classes supérieures "ne sont pas habituées au risque de contamination et de décès des maladies contagieuses », tandis qu'elles « attendent des pauvres qu'ils supportent le fardeau de mesures qui ne les protègent pas vraiment et, pire encore, qui peuvent leur nuire activement ». Les classes moyennes et supérieures pouvaient rester dans leurs logements, non les pauvres – qui pourtant les avaient sans doute construits.

Pour Young (1990), les injustices ont « cinq visages » : les trois premiers sont liés à la « division sociale du travail » (p. 58) : exploitation (capitaliste), marginalisation

(qui peut mener à l'exclusion), absence de pouvoir (et donc d'autorité ou estime) – mais aussi impérialisme culturel (avec la domination d'une communauté sur les autres), et violence, avant tout physique. Le lecteur a compris combien la situation des migrants recoupe toutes ces cinq formes. Pourquoi alors, en dépit de leurs tragédies personnelles, en dépit du mépris évident dont leur témoignent le pouvoir fédéral et celui de la plupart des États, pourquoi n'y a-t-il que quelques manifestations de travailleurs excédés par l'attente et la peur, tenaillés par la faim, des émeutes réprimées par la police à coups de matraques de bois et de bombes lacrymogènes – nul besoin de tirer des coups de feu ? Sans attendre une révolution, on aurait pu attendre des émeutes de la faim, sinon un mouvement d'ampleur comparable aux gilets jaunes en France. Serait-ce parce que le sentiment d'injustice apparaîtrait malgré tout peu prononcé ? Dans notre échelle DIDI, le I final ne serait-il pas le propre de certains journalistes et observateurs, plus que des personnes concernées ?

Dans le monde des chercheurs en sciences sociales, la dénonciation de l'injustice est bien sûr unanime. Certains rapports de presse leur font penser à des pages de Geremek ou de Foucault sur l'Europe de l'Ancien Régime et ses pauvres ; sauf qu'ici, le « grand renfermement » ne vise pas à mettre les prolétaires immédiatement au travail dans des *workhouses* ou des centres de redressement ; il s'agit de se les *réserver* comme forces productives, en les maintenant si possible juste au-dessus de ce que les économistes appellent le seuil de reproduction. [Les militants indiens utilisent aussi le terme d'injustice](#). Bien des pétitions circulent (par ex., <http://chng.it/Nk46qJKLb4> pour exiger le retour dans des conditions décentes des « 1,2 millions de migrants » souhaitant quitter Bombay).

Mais qu'en est-il des victimes ? Nous n'avons pas pu faire d'enquêtes personnelles, mais il est clair qu'aux discours rapportés par les médias imprégnés d'un sentiment d'injustice (« Modi nous a oubliés, nous n'existons pas plus pour lui que des insectes, seuls les riches ont les moyens de se confiner, etc. ») s'en ajoutaient d'autres plus circonspects, comme ceux des bidonvillois de Delhi interrogés par Bercegol et al. (2020), qui se trouvent pourtant dans une terrible situation. La peur de la maladie était en effet dans tous les esprits, et « Modi-ji », pour beaucoup, avait eu raison de mettre

en place le *lockdown*. Le virus est mortel, les populations le savent – elles surestiment même sans doute sa létalité. “This is a dangerous disease and the government is doing its best but the poor people are suffering” (bidonville de Hanuman Mandir, avril 2020). Les critiques étaient alors mesurées. On accusait le propriétaire d’être inflexible sur le loyer, l’employeur de ne pas verser les salaires, mais cela n’allait pas forcément jusqu’à dénoncer le gouvernement.

Les choses ont changé après les prolongations successives du confinement. Dans un camp de réfugiés sri-lankais du Tamil Nadu (Bercegol et al., 2020), plus personne ne soutient désormais la politique du gouvernement – d’autant que personne n’est tombé malade. Des bidonvillois de Delhi se plaignent du pouvoir (même si beaucoup d’autres ont toujours peur de la maladie et appellent de leurs vœux le retour d’un confinement strict puisqu’augmentent les cas de Covid). On retrouve les discours de [ces migrants qui cherchaient un car depuis des jours pour quitter Delhi](#)⁸ : « The city was pitiless towards us. We gave it our sweat and blood. It had nothing to give us the day we became useless for it ». C’est une question de dignité : « For people like me, there is only the free grains and chana [pois chiche]. But do I have no other need than grains? Does the government think we are cattle who need nothing more than feed? »

Mais sans doute ne se développeront pas de révoltes collectives de grande ampleur. Les raisons à cela sont nombreuses.

1. *Le populisme* a ceci de redoutable qu’il se renforce grâce aux critiques à son encontre, et qu’il peut s’affranchir de tout bilan objectif des actions menées en son nom. Malgré ses échecs, Modi reste donc relativement populaire voire charismatique dans bien des cercles. En ces temps de post-vérité, sa stratégie de réélection a pu porter ses fruits en 2019, fondée sur la peur (du Pakistan et des musulmans désignés comme boucs émissaires) et non plus comme en 2014 sur l’espoir (de la croissance économique et de la fin de la corruption) (Jaffrelot,

8. D’autres exemples dans <https://thewire.in/rights/ground-report-why-migrants-think-theyre-being-held-captive-at-delhi-shelter-homes>

Martelli, 2020). L'épidémie a renforcé cette tendance communautariste du nationalisme hindou puisqu'un des foyers de COVID mis en exergue par les médias et le gouvernement fut la conférence internationale de la Tablighi Jamaat. Bien des musulmans souffrirent alors d'ostracisme, y compris dans de lointains villages, parce qu'ils étaient accusés d'être contagieux. Les réseaux sociaux extrémistes colportèrent le bruit qu'une *corona-jihad* avait été fomentée : de fausses vidéos circulèrent montrant des hommes barbus se mouchant dans des billets de banque ou crachant sur des légumes qu'ils iraient ensuite vendre à d'innocents hindous.

2. *L'Inde n'est pas le pays des révolutions*. Depuis l'Indépendance de 1947, la population a connu un certain « développement » ; mais les écarts sociaux se sont accrus – et le taux de pauvreté rural a même récemment augmenté : 30 % en 2017-18. Comment se fait-il qu'après plusieurs années de croissance économique sans créations d'emplois, il n'y ait pas plus de révoltes ? Celles-ci existent certes, avec les guérillas maoïstes (naxalites) en Inde centrale, mais elles restent spatialement limitées. Faut-il accuser la hiérarchie sociale intériorisée dans les esprits dès l'enfance, fondée sur la classe comme sur la caste ? Le discours démocratique est très présent dans la société et l'éducation indiennes ; une politique de discrimination positive existe au profit des basses castes ; mais tout ceci se trouve contredit par les pratiques quotidiennes du plus grand nombre, dont la psyché ignore des paradigmes plus dominants ailleurs comme l'égalité (en France), l'égalité des chances (aux États-Unis) ou la possibilité de s'enrichir (comme en Chine). Il semble que bien des émigrés qui se sont vu refuser l'accès à leur village ou quartier d'origine pour des raisons officiellement sanitaires étaient en fait de basse caste, ou de minorité religieuse... Cette idée de domination est intériorisée des deux côtés, par les dominés comme les dominants (Chandhoke, 2012). Qu'on pense aux discours de Modi pendant le confinement : [le 29 mars, il s'est excusé « du fond du cœur » de la dureté de ses mesures](#) pour « le peuple » mais sans rien mettre d'autre en place pour les compenser que d'évoquer sa « compassion (*sympathy*) pour les pauvres », dans

une vision très paternaliste où ce qui se trouvait décidé l'était pour le bien de tous ; le 25 mars, il avait appelé chaque citizen à aider neuf familles pauvres pendant les 21 jours du confinement (en comparant le combat contre la COVID à la bataille mythique du *Mahabharata* qui en avait duré 18). Ce n'est donc pas à l'État d'intervenir ; ce sont aux personnes aisées (les seuls vrais « citoyens ») d'être charitables et philanthropes, du fait même de leur supériorité de classe.

3. Quand on est *sans capital économique ou culturel*, on sait qu'à se révolter on risque de perdre le peu dont on dispose, sans être sûr pour autant de ce que l'on pourrait y gagner. On préfère alors souvent courber la tête – ou bien, en cette période de crise, penser à d'abord sauver sa peau. C'est une semblable logique qui pousse à voter pour le politicien que l'on sait pourtant corrompu : grâce à sa corruption même, l'élu aura beaucoup d'argent à redistribuer à ses soutiens. D'où le maintien du populisme et du clientélisme (Harriss-White, 2003 ; Landy et al., 2013). En Inde, plus on est pauvre, plus on vote⁹ : cet enracinement de la démocratie électorale est sans doute une source paradoxale du manque de démocratie sociale.
4. *Les migrants peinent à former « un » groupe social* en raison de leur hétérogénéité économique (quoi de commun entre des employés de centres d'appel et des coupeurs de canne à sucre ?) et culturelle (segmentation des castes, mais aussi et surtout des langues et des régions d'origine). Cette atomisation rend difficiles à appliquer les schémas théoriques donnant une grande place aux communautés, comme celui de Marion Young. Les revendications en termes de justice sont malaisées, d'autant que comme on l'a vu les droits sont liés à des affectations spatiales. À quel Etat, à quelle administration se plaindre quand on est migrant ?
5. De fait, une dernière raison expliquant le calme relatif des migrants *est qu'ils sont migrants, justement...* Leur lieu de travail n'est qu'un élément de leur « territoire circulatoire » (Tarrus, 1993). Leur espace d'origine, souvent rural,

⁹ Mais il est souvent difficile pour les émigrés de pouvoir voter, faute de système de procurations : <https://thewire.in/rights/postal-ballot-votes-migrant-workers>

inclut toute une famille et souvent d'autres activités pratiquées lors du retour, couramment autour de l'agriculture. La terre est fort petite (la taille moyenne des exploitations en Inde n'est que d'un hectare), souvent non irriguée, mais cela suffit à assurer une base arrière, rassurante psychologiquement sinon économiquement. Au village, on ne vous laisse pas mourir de faim. Ce qu'on avait pu écrire il y a trois décennies a certes perdu de sa pertinence (Landy, 1993) : désormais les « lumières de la ville » attirent bien la plupart des ruraux, entrés largement dans la société de consommation – dans leurs rêves sinon dans la réalité. Mais la stratégie demeure de jouer sur les deux mondes – ville et campagne, lieu de travail et lieu d'origine –, en jouant sur leurs complémentarités. Même si on n'a rien à cultiver, le village demeure une sécurité, un refuge. Il demeure aussi un lieu chargé de valeurs : là sont les racines de la famille, du clan, les mémoires individuelles et collectives.

Conclusion

« Pour tout jeune qui grandit dans un foyer de classe moyenne et supérieure, les pauvres sont visibles à tout moment, mais seulement dans leur instrumentalité en tant que personnes qui existent pour répondre à tous nos besoins (...) Les gouvernements et les entreprises ne les ont pas aidés parce qu'ils ne s'en souciaient pas, et parce qu'ils ne voulaient pas qu'ils partent. Ils ne les voyaient pas comme des êtres humains dans leur pleine autonomie et leur humanité, mais seulement comme un facteur de production, une main-d'œuvre qui devrait être docilement disponible sur appel quand ils seraient en mesure de relancer leurs entreprises. »

[Harsh Mander, A moment for civilisational introspection, The Hindu, 30 mai 2020](#)

Ce n'est que le 9 juin que la Cour suprême a annoncé que les migrants ne pourraient pas être poursuivis s'ils n'avaient pas respecté le *lockdown* en partant sur les routes (ils risquent en théorie un an de prison) ; elle intima aussi aux États de renvoyer chez eux dans les 15 jours les migrants piégés. Le plus grand confinement du monde a montré que l'Inde n'était pas « la plus grande démocratie du monde ». Toutes les inégalités pré-existantes à la crise ont entraîné de terribles injustices renforcées par le

lockdown. La tragédie a mis en lumière combien l'association migration + pauvreté était une composante essentielle de l'« émergence » indienne. C'est sur les faibles salaires des ouvriers, et notamment des migrants, et sur leurs conditions de vie souvent misérables que repose une bonne part de la compétitivité indienne. Et pourtant ils sont demeurés pauvres, ou du moins vulnérables. Ne pas avoir facilité leur retour ni permis leur maintien en émigration dans de bonnes conditions est une injustice, mais c'est aussi une erreur stratégique des gouvernants et des employeurs. Car assurer des revenus minima, avec une alimentation et un toit garantis, auraient permis aux migrants de rester sur place et de ne pas mettre en péril la future reprise économique par leur absence. Lors de l'annonce du confinement, on aurait pu aussi leur laisser une semaine pour rentrer chez eux : étant donné qu'alors n'existaient que quelques centaines de cas dans toute l'Inde, cela aurait évité l'actuelle contamination par les migrants de retour dans les campagnes. Conjoncturellement, l'absence de préparation par le gouvernement (comme pour la crise de la démonétisation de 2016) s'est faite cruellement sentir ; mais structurellement, il faut plutôt accuser l'inexistence de dispositifs comme le chômage partiel, l'importance du secteur informel et de la sous-traitance, la faiblesse des politiques et des structures de santé publique, et plus généralement l'absence de démocratie sociale (Jaffrelot [éd.], 2019).

Notre échelle DIDI a deux utilités. En tant que grille d'analyse pour le chercheur, elle montre les limites des revendications collectives en termes de justice sociale ou spatiale, limites dues aussi bien au statut même de migrant qu'à la société indienne et à ses représentations. En tant que modélisation d'un processus échelonné sur un certain temps, au sein d'une société où les disparités peuvent finir par engendrer de l'injustice, la grille souligne que le stade 4 peut ne pas se matérialiser par des révoltes d'ampleur. Est-ce parce que le coronavirus vient seulement de frapper, et que des mobilisations vont se développer dans l'avenir ? Ou bien est-ce lié à des raisons structurelles liées à la société indienne ? La question de la temporalité reste ouverte : la situation de crise exceptionnelle joue-t-elle le rôle d'un accélérateur ou bien d'un frein ? Les deux sont possibles. Mais il est sûr que le groupe social des migrants est apparu sur la scène politique et sorti de l'invisibilité « grâce à » l'épidémie. Sa

médiatisation et une certaine émotion collective ont permis une première étape dans la lutte contre ces injustices : la mise en visibilité. Cette visibilité permet elle-même d'avancer vers davantage de *reconnaissance*, une composante de la justice aussi importante, selon Fraser (2008), que la redistribution, puisqu'elle assure un statut social d'égalité de dignité et d'égalité de participation.

Pour citer cet article : Frédéric LANDY, Camille NOÛS, « Ce que nous dit la COVID-19 des injustices spatiales en Inde », [“What COVID-19 Tells Us about Spatial Injustices in India”], *Justice spatiale/Spatial Justice*, 15, septembre 2020 (<http://www.jssj.org>).

RÉFÉRENCES

- BHUSHAN** Prasant, **AGARWAL** Shyam, « Riding Roughshod over State Governments », *The Hindu*, 13 mai 2020 (<https://www.thehindu.com/opinion/op-ed/riding-roughshod-over-state-governments/article31568039.ece>).
- BREMAN** Jan, *Of Peasants, Migrants, and Paupers. Rural Labour Circulation and Capitalist Production in West India*, Oxford, Oxford University Press, 1985.
- BREMAN** Jan, **GUERIN** Isabelle, **PRAKASH** A. (éd.), *India's Unfree Workforce. Of Bondage Old and New*, Oxford, Oxford University Press, 2009.
- BRET** Bernard, *Pour une géographie du juste. Lire les territoires à la lumière de la philosophie morale de John Rawls*, Nanterre, Presses de Paris Ouest, 2015.
- CHALEARD** Jean-Louis, **DUBRESSON** Alain, « Un pied dedans, un pied dehors : à propos du rural et de l'urbain en Côte d'Ivoire », in ANTHEAUME B. *et al.*, *Tropiques. Lieux et liens*, Paris, ORSTOM, p. 277-290, 1989.
- CHANDHOKE** Neera, « Why People Should Not Be Poor », *Economic and Political Weekly*, 47-14, p. 41-50, 2012.
- DE BERCEGOL** Rémi *et al.*, « Confining the Margins, Marginalizing the Confined: The Distress of Neglected Lockdown Victims in Indian Cities », *EchoGéo*, 2020 (<https://journals.openedition.org/echogeo/19289>).
- DENIS** Eric, **MARIUS-GNANOU** Kamala, « Toward a Better Appraisal of Urbanization in India », *Cybergéo*, 569, 2011 (<https://journals.openedition.org/cybergegeo/24798>).
- DENIS** E., **TELLE** Olivier, **BENKIMOUN** Samuel, « [Mapping the Lockdown Effects in India: How Geographers Can Contribute to Tackle Covid-19 Diffusion](#) », *The Conversation*, 2020.
- DUMONT** Louis, *Homo hierarchicus*, Paris, Gallimard, 1966.
- DUPONT** Véronique, **LANDY** Frédéric, *Circulation et territoire dans le monde indien contemporain*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2010.

- FRASER** Nancy, *Scales of Justice. Reimagining Political Space in a Globalizing World*, Cambridge-Malden, Polity Press, 2008.
- GINISTY** Karine, « Inégalités et (in)justices spatiales à Maputo », *Carnets de géographes*, 8, 2005 (<http://journals.openedition.org/cdg/330>).
- DEWAN VERMA** Gita, *Slumming India. A Chronicle of Slums and their Saviours*, Delhi, Penguin Books India, 183 p., 2002.
- GUERIN** Isabelle, 2013, Bonded Labour, Agrarian Changes and Capitalism: Emerging Patterns in South India, *Journal of Agrarian Change*, 13, 3, pp. 405–423.
- GUERIN** I. *et al.*, [The Gender of Debt and the Financialisation of Development. Insights from Rural Southern India](#), *Working Papers CEB*, 19-016, Université libre de Bruxelles, 2013.
- GUIBET LAFAYE** Caroline, « [Domination sociale et représentations du juste](#) », *Revue européenne des sciences sociales*, 50-2, 2012.
- GUPTA** Dipankar, « How Rural is Rural India », in **RAY** S. (éd.), *Handbook of agriculture in India*, Oxford University Press, New Delhi, p. 207-231, 2007.
- HARRISS-WHITE** Barbara, *India Working. Essays on society and economy*, Cambridge University Press, 2003.
- HARVEY** David, *Justice, Nature and the Geography of Difference*, Blackwell Publishing, Oxford, 1996.
- HONNETH** Axel, *La Société du mépris*, Paris, La Découverte, 2006.
- IMBERT** Clément, « [Covid-19: Expected Migrant Movement as Lockdown Eases](#) », *Ideas for India*, 2020.
- JACOB** Naomi, « [The Impact of NREGA on Rural Urban Migration Field Survey of Tirupur District, Tamil Nadu](#) », *CCS Working Paper 22*, 2013.
- JAFFRELOT** Christophe (éd.), *L'Inde contemporaine. De 1990 à nos jours*, Arthème Fayard-Pluriel, 2019.
- JAFFRELOT** C., **MARTELLI** Jean-Thomas, [Current crisis consolidates populist rapport between a leader and a fictional representation of people](#), *The Indian Express*, 29 avril 2020.
- KESAVAN** Mukul, « [Caste and Contagion](#) », *The Telegraph*, 26 avril 2020.

- KHATUA** Sarani, Density, Distancing, Informal Settlements and the Pandemic, *Economic and Political Weekly*, 55, 20, 16 mai 2020.
- LANDY F.**, « Campagnes et villes de l'Inde : deux cultures si antagonistes? », *Cahiers des Sciences Humaines*, n°2-3, vol 29, p. 313-332, 1993.
- LANDY F.**, « Entre villes et campagnes, la politique alimentaire de l'Inde », in **CHALÉARD J.-L.**, **DUBRESSON A.** (éd), *Villes et campagnes dans les pays du Sud*, Karthala, p. 21-45, 1999.
- LANDY F.**, **FRANCOIS** Thomas, **RUBY** Donatienne, **SEKHSARIA** Peeyush, « Gouvernance verticale et corruption en Inde urbaine : la segmentation spatiale de l'aide alimentaire publique », *L'Espace Politique*, 21, 3. English version : « Vertical governance and corruption in urban India: The spatial segmentation of public food distribution », *CSH-IFP Working Papers*, 11, 2013.
- LANDY F.**, **MOREAU** Sophie, « Introduction », n° « Le droit au village/The right to the village », *Justice spatiale/Spatial Justice*, 7, 2015.
- LANDY F.**, **VARREL A.**, *L'Inde. Du développement à l'émergence*, Paris, Armand Colin, 2015.
- NOÛS** Camille, En France sauver les vieux, en Inde sauver les riches ? *Mediapart*, 28 avril 2020.
- PICHERIT** David, Migrant Labourers' Struggles Between Village and Urban Migration Sites: Labour Standards, Rural Development and Politics in South India. *Global Labour Journal*, 3-1, p. 143-162, 2012.
- SAGLIO-YATZIMIRSKY** Marie-Caroline, *Dharavi*, « From Mega-Slum to Urban Paradigm », New Delhi & Abingdon, Routledge, 2013.
- SAGLIO-YATZIMIRSKY M.-C.**, **LANDY F.** (éd.), *Megacity Slums. Social Exclusion, Space and Urban Policies in Brazil and India*, Imperial College Press, 2013.
- SRINIVASAN** Krithika, Lockdown Protects the Well-Off, but What about Those Who Face Hunger, Homelessness or Poor Health?, *The Hindu*, 18 avril 2020.
- SIVARAMAN** Siddharth, « Is the Inter-State Migrant Workmen Act 1979, a Dead Letter? », Observer Research Foundation, 2020.
- SRIVASTAVA** Ravi, No Relief for the Nowhere People, *The Hindu*, 4 mai 2020.

TARRIUS Alain, « Territoires circulatoires et espaces urbains : Différentiation des groupes migrants », *Annales de la recherche urbaine*, 59-60, p. 51-60, 1993.

TUMBE Chinmay, « [Missing Men, Migration and Labour Markets: Evidence from India](#) », *Ind. J. Labour Econ.*, 58, p. 245-267, 2015.

YOUNG Iris Marion, *Justice and the Politics of Difference*, Princeton, Princeton University Press, 1990.

ZERAH Marie-Hélène, **DUPONT** Véronique, **TAWA LAMA-REWAL** Stéphanie (éd.), *Urban Policies and the Right to the City in India. Rights, Responsibilities and Citizenship*, New Delhi, UNESCO/CSH, 2014.